



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 05

Groupement enseignement général

Commandant
Christophe Gasançon
C4

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n°3 / Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

Au début des années 90, nous avons pu assister à l'effondrement du monde soviétique et l'émergence de « l'hyperpuissance américaine » selon les propos de M Hubert Védrine. Cependant ce bouleversement géopolitique mondial ne nous a pas fait rentrer dans une ère de paix et de stabilité où nous pourrions hériter des dividendes de la paix, mais dans une période d'instabilité régionale polyforme.

Ainsi face à ces nouvelles menaces, les Etats-Unis essaient de prévenir l'entrée de nouvelles puissances dans le club fermé des nations nucléaires par une politique de lutte contre la prolifération, pour éviter d'accroître l'instabilité et de perdre le contrôle de certaines régions. Mais la dissuasion nucléaire reste avant tout une stratégie de protection d'un ensemble d'intérêts vitaux tout en ne recherchant pas à s'immiscer dans une stratégie de l'action.

La prévention de la diffusion de la puissance nucléaire

Pendant la guerre froide, la dissuasion nucléaire a maintenu l'équilibre des forces entre deux blocs. Le pouvoir égalisateur de l'atome a permis à des nations comme la Grande Bretagne et la France de remettre en cause le classique rapport de force des forces militaires conventionnelles entre l'Europe de l'Ouest et le bloc soviétique. La possession de l'arme leur a permis également de maintenir leur statut de grande puissance passablement écorner après l'affaire du Canal de Suez de 1956. Par conséquent la détention de l'arme atomique a été à la fois un enjeu de sécurité mais aussi un facteur de puissance au sein des nations unies (siège permanent au conseil de sécurité).

Dès 1968 la communauté internationale mit en place une politique de contrôle de la prolifération nucléaire au travers du Traité de Non Prolifération nucléaire (TNP) qui fut reconduit en 1995. Le conseil de sécurité, représentant également le club fermé des puissances nucléaires, voulait ainsi empêcher une diffusion de la puissance qui

compliquerait le fragile équilibre de la guerre froide. Cependant avec l'effondrement du bloc soviétique, et donc d'un partenaire de certains pays du moyen orient, et la guerre du golfe de 1991, de nombreux pays ont tiré des enseignements de ce bouleversement. Comme le souligne Samuel Huntington dans « le choc des civilisations », la garantie pour certains états de la non intervention américaine sur leur territoire passe par la détention de l'arme atomique, afin de le sanctuariser. Ils rentrent ainsi dans une logique de stratégie de dissuasion du faible au fort. L'exemple de la Corée du Nord nous démontre bien tous les bénéfices d'une stratégie déclaratoire dans laquelle s'est placé son gouvernement. En effet nous ne sommes pas certain que ce pays détienne l'arme atomique. Mais ces déclarations, conjuguées à une politique militariste, ont conduit les Etats-Unis à se montrer très prudent sur une éventuelle intervention militaire pour faire plier le régime nord coréen. Ils préfèrent jouer la carte de la négociation multilatérale en y associant plusieurs pays comme la Chine.

Ainsi tout l'enjeu de la lutte contre la prolifération reste la prévention que l'on doit observer en amont d'un programme de développement de l'arme atomique par un pays tiers. Cette approche américaine a été formalisée par leur concept de guerres préventives face à une menace d'arme de destruction massive. La guerre du golfe de 2003 a eu pour justification officielle d'empêcher la détention d'armes de destructions massives par le régime irakien du président Saddam Hussein. L'administration américaine a agité la peur du spectre de la prolifération nucléaire pour justifier son intervention préventive. On peut également constater depuis la fin de la guerre du golfe que le discours américain vise la Syrie et l'Iran. Les Etats-Unis souhaitent les contraindre à ne pas développer l'arme nucléaire. Mais ils doivent pour cela leur garantir une non agression américaine sur leur territoire. Cependant cette politique de non prolifération trouve ces limites dans le jeu que jouent les propres puissances nucléaires vis-à-vis de la prolifération. La chine a aidé le développement de la bombe pakistanaise et est soupçonnée d'avoir également aider les nord coréens. Mais ce type de politique rentre dans le domaine de la géopolitique régionale des puissances nucléaires.

La dissuasion nucléaire reste d'actualité

« La dissuasion nucléaire qui, à un niveau de suffisance minimale et dans la permanence du concept de non emploi, reste l'ultime garant de la sécurité face à toute menace susceptible de porter atteinte à nos intérêts vitaux ». Dans ce discours prononcé par M Jacques Chirac devant les membres du Conseil de l'Atlantique Nord, la dissuasion nucléaire est la prévention de l'action d'un éventuel agresseur par peur des conséquences. Le possible emploi de l'arme atomique a bouleversé la stratégie classique en introduisant le postulat suivant : il faut prévenir les guerres au lieu de les gagner. La victoire n'a plus de sens en raison du caractère massif, instantané et surtout inéluctable des pertes infligées par la riposte. Mais la stratégie de la dissuasion repose essentiellement sur la crédibilité et la fiabilité de l'arme nucléaire. Ainsi les puissances nucléaires comme les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne continuent de moderniser leur moyens nucléaires : SNLE NG et missile M51 pour la France, la simulation pour les pays cités précédemment. Ce maintien de la crédibilité soutien également une politique industrielle dans le pays détenteur. En effet ces programmes d'armement sont particulièrement lourds financièrement et génèrent des budgets de recherche et développement importants en période de contrainte budgétaire.

L'arme nucléaire est une arme de non emploi dans la main du décideur politique. Cependant cette arme suscite un problème moral dans son effet apocalyptique sur les masses de population. On exterminerait des populations entières en une fraction de seconde. C'est pourquoi le projet « d'Initiative Stratégique de Défense » sous l'administration Reagan en 1983 puis de « National Missile Defense » sous l'administration W Bush a été conçu pour à la fois protéger les centres vitaux du territoire américain, mais aussi pour rendre caduque la stratégie nucléaire dans son ensemble. L'arme nucléaire ne serait plus l'arme de la dissuasion. Cependant les caractéristiques d'une défense hermétique d'une zone aussi vaste que le territoire américain imposent des contraintes techniques et financières colossales, même pour un pays comme les Etats-

Unis. Par conséquent la stratégie nucléaire reste d'actualité et l'arme nucléaire reste consubstantielle à la dissuasion.

L'accession au statut de puissance nucléaire de l'Inde et du Pakistan démontre le caractère intemporel de la dissuasion nucléaire. Après la chute du mur de Berlin, beaucoup de personnes remettaient en cause la détention de forces nucléaires stratégiques et surtout le coût qu'elles génèrent. L'Inde a développé sa première bombe au milieu des années 70. Le Pakistan a fait exploser sa première bombe en 1998. Ces deux pays sont rentrés dans une logique de dissuasion nucléaire. Cependant, à la différence des relations entre l'URSS et l'Europe de l'Ouest pendant la guerre froide, le Pakistan et l'Inde s'affrontent conventionnellement à leur propre frontière. L'accession à l'arme nucléaire par l'Inde a été pour équilibrer ses rapports avec la Chine. Le Pakistan a voulu rééquilibrer ses rapports avec l'Inde et être par la même occasion le premier pays musulman à posséder l'arme atomique. La détention de l'arme nucléaire a modifié le comportement des décideurs indiens et pakistanais dans leur appréhension de son emploi, mais elle n'a pas résolu leurs problèmes relationnels qui s'échelonnent sur plusieurs décennies.

La stratégie nucléaire peut-elle prendre place dans une stratégie d'action ?

Avec la modernisation des arsenaux nucléaires, nous avons vu apparaître au début des années 80 les armes nucléaires tactiques. Ces armes avaient été conçues pour une utilisation sur le champ de bataille en raison de leur caractère peu polluant et moins puissant. Nous avons l'exemple des missiles sol-sol français Pluton puis Hades sur porteur terrestre. Ainsi la stratégie nucléaire débordait de sa sphère d'origine (niveau stratégique) pour rentrer sur le champ d'action de la stratégie conventionnelle, avec un retour à la notion de victoire locale sur les forces ennemies. On a ainsi assisté à l'apparition de scénarios possibles de dissuasion dans la guerre. Mais la raison l'a emportée sur des plans virtuels, car l'emploi de la force tactique générerait automatiquement l'escalade nucléaire et atténuerait de facto tous l'édifice de la dissuasion nucléaire. Ainsi ces armes furent retirées des forces conventionnelles et baptisées préstratégiques pour revenir à un concept d'ultime avertissement.

Cependant la volonté de faire évoluer la stratégie nucléaire vers la stratégie d'action reste d'actualité. Les Etats-Unis mènent des études de développement d'une mini arme atomique : la mini nuke, pour percer les installations souterraines enfouies en grande profondeur. Cette politique reste dangereuse car elle menace la politique de contre-prolifération et rend instable la politique de dissuasion. Nous avons pu l'observer au cours du siècle précédent dans la course aux armements des deux grands dans un premier temps quantitatifs puis qualitatifs.

Conclusion

La stratégie nucléaire ne peut se borner à la simple lutte contre la prolifération nucléaire. Cette action en amont du développement de l'arme nucléaire par un pays tiers montre au contraire que la dissuasion reste d'actualité. L'arme nucléaire reste à la fois l'arme ultime pour sanctuariser son territoire ou protéger ses intérêts vitaux, mais est également un facteur de puissance des grandes nations qui forme le conseil de sécurité. L'accession à l'arme atomique d'une deuxième vague de pays démontre également l'intérêt que représente la stratégie nucléaire. Mais la volonté de pays d'aller plus loin qu'une simple modernisation ou qu'un maintien du potentiel nucléaire pose la question des tentatives d'immixtion de la stratégie nucléaire dans la stratégie de l'action, qui aboutirait à l'instabilité déjà observée de la dissuasion nucléaire.